

# COMMUNIQUÉ DE PRESSE

[POLITIQUE FRANÇAISE]

le 16 décembre 2023



## Loi immigration : Emmanuel Macron refuse la démocratie parlementaire

Le gouvernement d'Élisabeth Borne vient de subir un échec cuisant à l'Assemblée Nationale avec le vote d'une motion de rejet préalable au début de l'examen de la loi immigration.

Ce vote est un avertissement à Emmanuel Macron et à l'exécutif en lui demandant de revoir le texte issu du Sénat et en empêchant l'utilisation du 49.3 à l'Assemblée Nationale.

Après ce vote, le gouvernement avait différentes alternatives : retrait pur et simple du texte avec éventuellement présentation d'un nouveau texte ou réunion d'une Commission mixte paritaire où la Droite et l'Extrême-Droite sont majoritaires.

Emmanuel Macron a bien sûr choisi la solution la plus brutale, la plus autoritaire et la plus dangereuse politiquement.

Comme tous les tenants de la Droite autoritaire, Emmanuel Macron ne respecte aucun corps intermédiaire, ni les associations, ni les syndicats, ni non plus le Parlement.

Les débats à l'Assemblée Nationale et au Sénat lui paraissent longs et vains d'autant plus qu'ils ne correspondent pas à sa volonté présidentielle.

Sa lecture de la Constitution est gaullienne, mais n'est pas le Général de Gaulle qui veut, surtout quand on n'a pas de majorité.

Après 20 utilisations du 49.3 depuis le début de la session parlementaire, le Président, son gouvernement et sa majorité tentent de passer en force, ignorent le travail parlementaire et violentent la Constitution.

Bien plus, quand un ministre comme Gérald Darmanin a autant personnalisé un projet de loi, s'est autant identifié à ce combat très conservateur sur l'immigration, il serait démocratique que le Président de la République accepte sa démission après le vote de défiance de l'Assemblée Nationale.

Toujours enfermé dans sa conception présidentialisiste de la Constitution, Emmanuel Macron estime que sa volonté personnelle prévaut sur le vote démocratique des députés.

Les Radicaux de Gauche constatent que les Français.e.s ont refusé démocratiquement de donner une majorité absolue au Président de la République.

Ils demandent que les droits du Parlement soient respectés.